



France: Le président Hollande rencontre l'« opposition » syrienne soutenue par les Etats-Unis

Par [Antoine Lerougetel](#)

Mondialisation.ca, 25 août 2012

[wsws.org](#) 25 août 2012

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [SYRIE](#)

Avant les discussions mardi avec les responsables du Conseil national syrien (CNS), l'aile politique de l'Armée syrienne libre (ASL), le président français social-démocrate (PS), François Hollande, a rencontré lundi le nouveau médiateur de l'ONU pour la Syrie, le remplaçant de Kofi Annan, Lakhdar Brahimi.

Après son entretien avec Lakhdar Brahimi, Hollande a dit « il ne peut y avoir de solution [en Syrie] sans le départ de Bachar al-Assad. »

Hollande a aussi rencontré l'émir du Qatar, le cheikh Hamad Ben Khalifa Al-Thani, pour s'entretenir de la Syrie. L'émir avait accordé l'année dernière un important financement et des armes aux forces anti-Kadhfi lors de la guerre de l'OTAN pour le renversement du gouvernement libyen et, une fois de plus, le Qatar contribue à financer et à armer les forces syriennes soutenues par les Etats-Unis afin de déloger le président syrien Bachar al-Assad.

Critiqué par les partis droitiers français sur son attentisme dans le soutien aux forces anti-Assad, Hollande tient à montrer qu'il appuie énergiquement la politique américaine en faveur d'un changement de régime à Damas, en emboîtant le pas de son prédécesseur conservateur, Nicolas Sarkozy. Le but de l'impérialisme français et occidental est d'installer un régime fantoche en Syrie, afin d'imposer un changement de régime en Iran. Ceci vise à briser tout obstacle au remodelage néocolonial par Washington de cette région riche en pétrole, pour la défense des intérêts des Etats-Unis et de ses alliés européens.

Il apparaît de plus en plus clairement que la CIA collabore avec les forces d'Al Qaïda en Syrie pour faire progresser ses objectifs. (Voir aussi : « [Le représentant de Washington en Syrie : Al-Qaïda](#) »

Après ces entretiens, lors desquels il était accompagné de son ministre des Affaires étrangères, l'ancien premier ministre, Laurent Fabius, Hollande a encouragé le CNS « à organiser un large rassemblement de toutes les forces de l'opposition, en particulier les réseaux locaux de coordination, les conseils révolutionnaires et les représentants de l'armée syrienne libre. » Il a ajouté : « Les représentants légitimes de la nouvelle Syrie pourront ainsi préparer la transition vers un régime démocratique dans les meilleures conditions possibles. »

C'est en recourant à un euphémisme qu'il a appelé la délégation du CNS à « obtenir d'abord la cessation des violences », ce qui en réalité signifie de faire chuter militairement le

gouvernement syrien par le biais des forces mandataires pro-américaines. La veille, Hollande avait reçu les responsables de l'ASL, et de plus, le président américain Barack Obama, a annoncé des projets d'invasion américaine de la Syrie. (Voir aussi : « [Obama threatens to invade Syria](#) », en anglais)

La déclaration du membre de la délégation du CNS, Burhan Ghalioun – ancien dirigeant du CNS – et responsable du Centre des études arabes à l'université Sorbonne nouvelle-Paris 3 – a clairement fait comprendre que son but ultime était la destruction militaire du régime Assad. Il a dit, « Nous voulons que cette équipe, cette bande qui gouverne aujourd'hui la Syrie se désintègre et quitte le pouvoir, point à la ligne. »

Les commentaires de Hollande visent à présenter les préparatifs d'une intervention armée directe des Etats-Unis et de leurs alliés comme étant un mouvement révolutionnaire national-démocrate autonome. Sa référence aux « réseaux locaux de coordination » et aux « conseils révolutionnaires » est prudemment formulée pour conférer une légitimité « démocratique » voire de « gauche » au CNS et à l'ASL. Néanmoins, ces organisations se composent avant tout de politiciens islamistes issus des Frères musulmans, d'anciens Baassistes, et de la périphérie d'agents de différents services de renseignement occidentaux.

Dans un article publié le 8 août dans *Le Monde*, Nora Benkorich, doctorante à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) a examiné diverses organisations, tels les Comités locaux de coordination (CLC) qui sont souvent présentés comme l'aile séculaire ou « révolutionnaire » de l'« opposition » syrienne.

Le rapport de Benkorich invalide les affirmations avancées par une grande part de la « gauche » bourgeoise et petite bourgeoisie française et selon lesquelles les CLC sont indépendants des groupes explicitement islamistes et soutenus par les Etats-Unis. Elle écrit que les CLC disposent de dix représentants aux CNS, qu'ils travaillent en collaboration avec l'ASL et qu'ils « sont pour une intervention internationale limitée. »

Elle cite Musab Al-Hamadé, responsable du CLC de la ville de Hama : « Nous voulons que la communauté internationale réalise que le régime de Bachar al-Assad ne comprend que le langage de la violence, des meurtres et des bombardements... Nous voulons qu'elle aide le peuple syrien à se débarrasser de ce régime en fournissant des armes et un soutien militaire à l'ASL, en mettant en place une zone d'exclusion aérienne et en lançant des frappes aériennes ciblées. »

Lorsque Hollande mentionne les « conseils révolutionnaires » il semble faire référence à la Commission générale de la révolution syrienne (CGRS). Selon Benkorich, elle a été formée en août 2011, et compte quelque 150 coordinations locales. Elle « se revendique d'un héritage spirituel, culturel et éthique islamique. » En dépit de querelles avec les Frères musulmans et le CNS, « des négociations sont en cours pour intégrer des représentants de la CGRS [dans le CNS]. » fait-elle remarquer.

Elle cite un responsable du CGRS de Rastan : « Lui et les membres de son groupe sont favorables à une intervention étrangère indirecte, qui s'illustrerait par une zone d'exclusion aérienne et un soutien matériel aux combattants de l'ASL comme en Libye. »

Article original, [WSWS](#), paru le 24 août 2012

Articles Par : [Antoine Lerougetel](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca